

Axes de travail 2018/2019

1) Les réunions politiques

Instance politique de coopération (IPC)

L'instance politique de coopération du CRFG s'est réunie à deux reprises en 2018, le 16 mars 2018 à Annecy et le 22 novembre 2018 à Genève. Les partenaires franco-suisse se sont penchés sur différentes thématiques transfrontalières.

- *Projet d'agglomération franco-valdo-genevois (PA)*

- i) lors de la séance de printemps, la discussion a porté sur la première évaluation du PA de troisième génération rendue par la Confédération, qui proposait d'allouer 39 millions de francs pour le cofinancement d'infrastructures dans le Grand Genève, et sur les actions mises en œuvre et à déployer pour sensibiliser les partenaires fédéraux aux enjeux spécifiques du territoire et au besoin d'un soutien plus important.
- ii) la séance d'automne a été l'occasion de faire le point sur le cofinancement prévu par la Confédération pour le PA 3 (la somme attribuée au Grand Genève a été réévaluée à 108 millions de francs) et d'échanger sur les travaux préparatoires en vue du dépôt du PA de quatrième génération.

- *Genève Aéroport*

Les enjeux autour de Genève Aéroport ont aussi fait l'objet d'échanges lors des deux réunions de l'IPC en 2018. A ce propos, la consultation et l'adoption par la Confédération de la Fiche PSIA ("*Plan sectoriel de l'infrastructure aéronautique*"), la création du comité de concertation franco-suisse sur les questions environnementales, les impacts sur le territoire de l'augmentation prévue du trafic aéronautique et l'accessibilité terrestre à l'aéroport ont notamment été débattus.

- *Léman Express*

A une année de la mise en service du RER transfrontalier, la séance de novembre 2018 a été l'occasion de présenter les mesures d'accompagnement prévues (plan d'action des transports collectifs, développement de parkings-relais sur le Grand Genève, aménagements routiers...).

- *CERN*

Les partenaires franco-suisse du CRFG ont procédé à un point d'information sur les travaux portant sur l'accueil et l'installation de l'éventuel futur accélérateur des particules.

- *Mobilité pendulaire*

L'IPC s'est penchée à deux reprises sur la mise en œuvre de la "*Lettre d'intention pour réduire le trafic pendulaire motorisé aux douanes de Soral II, Chancy II, Perly-Certoux et Sézegnin*", signée en janvier 2018 (ce point est développé de manière plus détaillée ci-dessous).

- *Scolarisation dans les écoles publiques genevoises des élèves domiciliés en France*

Les modifications apportées par le canton de Genève concernant les règles d'accueil dans les écoles publiques genevoises des enfants domiciliés en France ont fait l'objet d'échanges lors des deux séances de l'IPC. Ainsi, les membres du CRFG se sont entendus sur la mise en place d'un groupe de suivi ayant pour mission d'observer l'évolution des inscriptions dans les écoles publiques de la région (ce point est développé de manière plus détaillée ci-dessous).

Groupe de suivi de la compensation financière genevoise (CFG)

Le groupe de suivi de la CFG s'est réuni à Annecy le 16 mars 2018. Les échanges ont porté sur l'évolution de cette somme (avec le versement du canton de Genève de 282 millions de francs fin 2017) et son affectation sur territoire français telle qu'elle a été approuvée par les Conseils départementaux de l'Ain et de la Haute-Savoie.

2) Les dossiers et travaux ayant fait l'objet d'accords ou d'initiatives communes

Mobilité pendulaire

Suite à la signature en janvier 2018 de la "*Lettre d'intention pour réduire le trafic pendulaire motorisé aux douanes de Soral II, Chancy II, Perly-Certoux et Sézegnin*", les partenaires franco-suisses ont mis en place différentes actions pour inciter la pratique du covoiturage ou un report du trafic vers les moyens de transport publics.

Deux nouvelles lignes de bus (62 et 63) ont ainsi été mises en service fin août 2018. Quant au covoiturage, le programme a surtout consisté à la mise en place d'une campagne de communication. Cette démarche complète d'autres dispositifs mis en place dernièrement, tels que la nouvelle voie de covoiturage à la douane Thônex-Vallard ou la campagne de covoiturage à l'échelle des zones industrielles de Plan-les-Ouates (ZIPLO) et de Meyrin-Satigny (ZIMEYSA).

Deux comités de pilotage ont eu lieu en 2018. Les échanges ont porté sur la mise en place de ces mesures. Les premières observations montrent une montée en puissance de la fréquentation sur les deux lignes de bus créées. Quant au covoiturage, les chiffres de fréquentation du site www.covoiturageleman.org montrent un effet presque immédiat de la campagne menée, sans pourtant qu'une quantification de l'utilisation effective du covoiturage à travers ces douanes puisse être constatée. La séance du 5 avril 2019 a permis de faire un premier bilan après une année de mise en œuvre de la lettre d'intention. A ce propos, il a été constaté que les différentes mesures prévues par la lettre d'intention ont été réalisées mais qu'elles n'ont pas encore déployé les effets espérés, les objectifs quantitatifs de réduction de trafic n'ayant pas été atteints. Conformément aux engagements pris en janvier 2018, les partenaires franco-genevois ont donc décidé d'intensifier leurs efforts.

Scolarisation dans les écoles publiques genevoises des élèves domiciliés en France

Le sujet de la scolarisation dans les écoles publiques genevoises des élèves domiciliés en France a été à l'ordre du jour des deux séances de l'IPC qui ont eu lieu en 2018. A ce propos, les membres du CRFG ont décidé de la mise en place d'un groupe de suivi ayant pour mission d'observer l'évolution des inscriptions dans les écoles publiques de la région. Ce groupe de suivi s'est réuni pour la première fois en mars 2019 : il a fait le point sur la situation actuelle dans les écoles des communes genevoises et françaises et a échangé sur les éléments à prendre en considération pour la rentrée 2019-2020. Une nouvelle séance de ce groupe de travail est prévue à la rentrée scolaire 2019.

Observatoire statistique transfrontalier (OST)

L'OST a publié trois fiches au cours de la dernière année : une analyse des transactions et des prix de l'immobilier dans la zone d'influence genevoise, et deux études sur les ménages dans l'Espace transfrontalier, la première analysant l'évolution sur les 15 dernières années et

la situation actuelle et la deuxième concernant les projections du nombre de ménages privés de 2020 à 2040. La synthèse annuelle de 2018 a, quant à elle, mis en exergue l'évolution des mouvements migratoires du canton de Genève vers la périphérie de l'agglomération, l'augmentation constante du nombre d'actifs transfrontaliers, les tendances positives dans le marché du travail (croissance de l'emploi et diminution du taux de chômage) ainsi que le dynamisme généralisé en termes de construction de logements.

Nappe du Genevois

La gouvernance transfrontalière pour la gestion de la nappe du Genevois a célébré ses quarante ans en novembre 2018. Le canton de Genève et la Préfecture de Haute-Savoie instituaient en effet en 1978 une gestion partagée pour une source d'eau souterraine dépassant les frontières, et créaient à cet effet la Commission d'exploitation de la nappe du Genevois, plateforme d'échanges et de coordination qui veille à la qualité et à la pérennité de cette ressource. Pour célébrer cet anniversaire, une conférence a réuni un large panel de spécialistes internationaux qui ont évoqué les défis à relever en la matière.

La commission d'exploitation s'est réunie le 7 mars 2018 à Annemasse et le 29 août 2018 à Genève pour faire le point sur le contrôle des débits de prélèvements, l'évolution du niveau de la nappe ainsi que sur la qualité de l'eau.

Tourisme

En mai 2018, le canton de Genève a organisé les premiers Etats généraux du tourisme. Cette démarche a fait l'objet d'échanges nourris auprès des acteurs clés de la destination Genève et ses environs, dans le but de définir une stratégie touristique régionale.

1ère rencontre franco-suisse sur l'économie et l'innovation à l'échelle du territoire lémanique

Organisées par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, ces 1^{res} rencontres ont réuni quelques 350 participants qui ont pu assister à quatre sessions consacrées respectivement à la recherche et à l'innovation, aux filières des biotechnologies et des technologies médicales, à la formation et à l'apprentissage, et à la filière numérique.

Une table ronde, réunissant MM. Bernardino Regazzoni, Ambassadeur de Suisse en France, François Longchamp, Président du Conseil d'Etat de la République et canton de Genève, Pascal Broulis, Conseiller d'Etat et Chef du département des finances et des relations extérieures du Canton de Vaud, Etienne Blanc, Premier Vice-président et Laurent Wauquiez, Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, a porté sur le thème « *Quels leviers et quels outils pour une région lémanique leader sur la scène mondiale?* ».

Lors de la table ronde, il a notamment été question des conditions de vie des habitants de l'espace lémanique et des travailleurs transfrontaliers en particulier, question considérée comme prioritaire. L'autre enjeu prioritaire identifié est le renforcement des relations économiques, dans le domaine de la recherche et de l'innovation, de la formation et du digital entre les acteurs institutionnels, académiques et privés de ce territoire d'excellence, dans une optique de valorisation de ses formidables atouts à l'échelle internationale.

Santé

En vue de la ratification de la part de l'Assemblée nationale française de l'accord-cadre franco-suisse sur la coopération sanitaire transfrontalière, une délégation de parlementaires français a effectué une visite en Suisse en automne 2018. Lors de son étape à Genève, la délégation française a rencontré, entre autres, les responsables cantonaux en charge de la santé.

L'Observatoire transfrontalier des professionnels de la santé a publié son rapport en mars 2019. Cette structure a été créée en 2015 sous l'égide de la commission santé du CRFG, par le département de l'emploi de la santé (DES) et l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes. Elle vise à analyser les mouvements des personnels de santé franco-genevois et à identifier les besoins des systèmes de soins respectifs.

Il est à relever la mise en œuvre d'une collaboration entre les associations APRETO et Première Ligne dans l'accompagnement des personnes usagères de drogues de nationalité française fréquentant l'espace d'accueil et de consommation Quai 9 à Genève. Cette initiative, suivie par la direction générale de la santé du canton de Genève et par l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, a fait l'objet d'un premier bilan, en octobre 2018, tout à fait positif.

Des projets de recherche inter-régionaux France-Suisse sont régulièrement déposés conjointement par les universités et les hôpitaux des deux pays.

Sécurité

La commission sécurité et réglementation générale du CRFG s'est réunie le 11 avril 2018 à Genève. Les participants ont évoqué la coopération en matière de sécurité via le Centre de coopération policière et douanière (CCPD), qui s'est réuni le 16 mars 2018 pour dresser le bilan de l'année écoulée, la coopération directe ou encore les patrouilles mixtes. Cette commission a aussi évoqué la sécurité de Genève Aéroport, la sécurité du CEVA et du Léman Express ainsi que la protection du CERN.

Coopération universitaire : Alliance Campus Rhodanien (ACR)

Ce réseau a été créé en 2017 pour :

- consolider les synergies scientifiques entre les Universités de Genève, de Grenoble Alpes, de Lausanne, de Lyon et la Haute Ecole Spécialisée de Suisse Occidentale, en encourageant des collaborations spécifiques liées aux complémentarités et au partage des compétences et des infrastructures des institutions ;
- intensifier et promouvoir la recherche scientifique dans cet espace d'innovation au rayonnement international et créer un effet de levier pour consolider et amplifier la participation des institutions aux programmes de financement européens au travers d'un fonds d'impulsion.

L'année 2018 a été la première année de fonctionnement de ce fonds d'impulsion, dont l'appel à projets s'est clos fin janvier et a reçu 75 projets, ce qui montre la pertinence de l'ACR. Le comité de sélection des projets s'est réuni à Genève le 27 avril 2018. Ce comité a tout d'abord relevé la grande qualité des projets déposés et a procédé à la sélection de 14 projets qui ont été financés pour un total d'environ 215 K EUR (134 K CHF, environ 115 K Euros, pour la partie suisse et 100 K EUR pour la partie française).

Le Comité stratégique s'est réuni à deux reprises, le 14 septembre 2018 et, plus récemment, le 8 avril 2019 à l'initiative du Recteur de l'Université de Genève. Les décisions récentes de renforcement de la gouvernance de cette Alliance portent sur les points suivants :

- Désignation d'un correspondant technique dans chaque université membre de l'ACR. Ces correspondants formeront le COPIL de l'ACR et une prochaine réunion sera programmée pour définir la feuille de route;
- Présidence tournante de l'ACR tous les deux ans. La Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale assurera la présidence sur la période 2019/2020;
- Un deuxième appel à projets scientifiques (AAP) sera lancé en 2019, sans doute sur des thèmes plus resserrés. Un bilan de l'AAP de 2018 sera établi préalablement ;
- Le comité stratégique associera l'ensemble des Présidents et recteurs des universités, ainsi que la Région Auvergne-Rhône-Alpes et les cantons de Genève et Vaud. Il se réunira au moins une fois par an ;
- L'ACR pourra également prendre l'initiative d'organiser des ateliers de travail ou des conférences. Ainsi, l'Université de Grenoble Alpes a proposé que l'ACR participe à la Global Challenges Science Week du 3 au 6 juin 2019. La réunion du COPIL, citée plus haut, pourrait se tenir à cette occasion.